fr

Press release | 13.06.2012

Accord de libre échange UE/Colombie-Pérou

Une fausse bonne résolution

Alors qu'il devra ratifier l'Accord de libre échange entre l'UE et la Colombie/Pérou à l'automne 2012, le Parlement européen vient de voter une Résolution appelant à mettre en place une « feuille de route » dans le cadre de l'accord appelant à un meilleur respect des droits de l'homme, du travail et de l'environnement.

Pour **Catherine GREZE**, (Verts/ALE), coordinatrice de la Commission du développement et Vice-Présidente de la commission « Affaires Economiques » de l'Assemblée parlementaire Eurolat :

« Le groupe des Verts a voté contre cette Résolution qui n'est rien de plus que de la poudre aux yeux. Cette feuille de route entérine le déséquilibre commercial qui ne favorisera pas les plus démunis. De plus, elle n'aura aucun effet contraignant pour renforcer le respect des droits de l'homme, des droits syndicaux et de l'environnement. »

Et d'ajouter :

« En 25 ans, ce ne sont pas moins de 3000 syndicalistes colombiens qui ont été assassinés. Certes, la Résolution mentionne ces graves dérives mais nous sommes en droit d'attendre autre chose que ce texte qui n'a d'autre utilité que de donner bonne conscience aux groupes politiques qui l'ont voté. »

Pour **José BOVE**, (Verts/ALE) contre rapporteur de la Résolution en Commission INTA :

"Les accords de libre commerce qui se négocient entre l'Union européenne, d'un côté, la Colombie et le Pérou de l'autre, s'inscrivent dans la droite ligne de la politique libérale menée depuis des années. Seuls les intérêts des grandes entreprises sont pris en considération. Tout est mis en œuvre pour qu'elles puissent investir où elles le veulent et rapatrier les bénéfices comme elles l'entendent.

Dans ces deux pays, l'accaparement des terres, ou la spoliation des ressources naturelles se pratiquent à grande échelle souvent grâce à la complaisance des autorités locales. Près de 2 millions de personnes ont été chassées de leur terre en Colombie pour faire place à de gigantesques plantations. Au Pérou, le gouvernement a décidé d'utiliser la répression et l'intimidation pour réduire la contestation contre une mine à ciel ouvert.

La résolution votée aujourd'hui par le Parlement européen ne permet pas de pousser les gouvernements de ces pays vers le respect des droits humains. Je regrette vivement que la majorité des députés n'aient pas écouté les demandes des syndicats et des associations de défense des droits de l'Homme".

Recommended

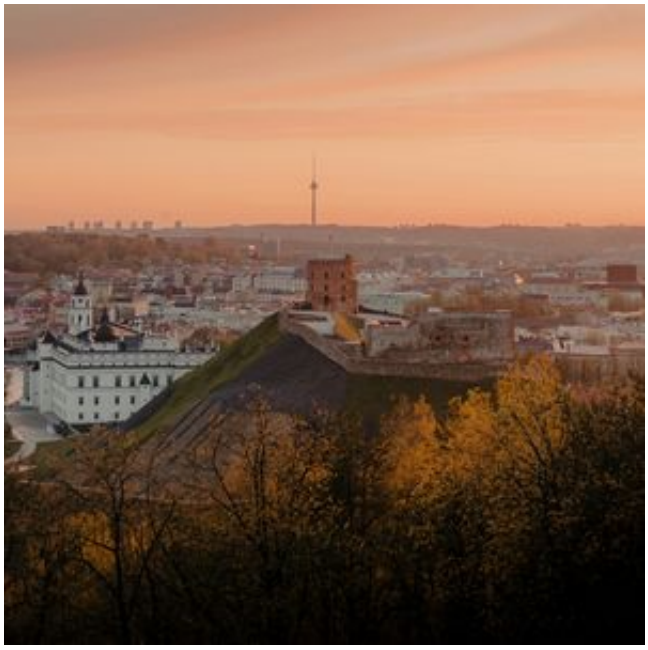
Press release



[Ukrainian children in Russia: Parliament to call for u…]

11.11.2026

Press release



Greens/EFA in Vilnius: Lithuanian Presidency must lead…

05.11.2026

Press release

@gettysignature



[U-turn by Conservatives and Social Democrats Puts Jobs…]

04.11.2026

Press release

Image by joakant from Pixabay



[The World must triple efforts to save nature]

29.10.2026

Responsible MEPs



José Bové

Member

Please share

- E-Mail